



CREATION D'UNE AGENCE INTERNATIONALE DES MUSEES :

L'ENFER EST PAVE DE BONNES INTENTIONS...

Ainsi donc, le Ministère de la Culture a décidé de créer une agence internationale des musées de France, sorte de société de conseil chargée de la vente des labels des musées français, tel celui du Louvre à Abou Dhabi, incluant le prêt pour un temps plus ou moins long d'œuvres d'art des musées français.

Il s'agira, toujours selon le ministre de la Culture, d'une «société par actions simplifiée dont les parts seront détenues par tous les musées qui ont statut d'Etablissement Public» à caractère administratif ou à caractère industriel et commercial, c'est-à-dire, à ce stade : le Louvre, le Centre Pompidou, le Quai Branly, Orsay, Guimet, Versailles et la Réunion des Musées Nationaux.

M. Donnedieu de Vabres précise même que cette agence obéira «à des règles de gestion privée afin d'avoir la réactivité nécessaire » !

Ainsi, la création de cette agence est étroitement liée au projet de vente du label « Louvre » à Abou Dhabi (Emirats Arabes Unis) pour la modique somme de 700 millions d'euros incluant le prêt d'œuvres et la gestion du musée.

Dans ces conditions, la pétition « Les musées ne sont pas à vendre » initiée par la Tribune des Arts et qui a recueilli à ce jour plus de 4000 signatures, pose de réelles questions légitimes sur le financement des institutions culturelles.

Pour autant, la CGT-Culture considère indispensable de préciser les points suivants :

1) Le Ministre de la Culture justifie sa décision au nom de la nécessaire « internationalisation des œuvres d'art » et M. Henri Loyrette, directeur du Louvre, précise, à l'appui du ministre, qu'il n'est pas possible d'« être absent du mouvement d'internationalisation des grands musées ».

Effectivement, les œuvres d'art, d'où qu'elles viennent, ont, par définition, par nature, un caractère universel et appartiennent à ce titre au patrimoine mondial.

Et, pour ces mêmes raisons, elles ne sauraient être considérées et traitées comme des marchandises.

Pourquoi, alors, passer ce contrat de 700 millions d'euros avec Abou Dhabi ?

DU PETROLE CONTRE DE L'ART

2) La fondation américaine Guggenheim, qui est le réel pilote du projet Abou Dhabi, ne s'embarrasse pas, quant à elle, de faux-fuyants : elle traduit publiquement l'opération par la formule simple : « oil for art », « du pétrole contre de l'art ».

3) Rappelons que les autorités locales ont l'intention de créer, d'ici 2018, un pôle d'attraction touristique avec la création de 29 hôtels, deux golfs, plusieurs ports de plaisance pour 10.000 bateaux, dans un site qui devrait s'appeler « Saadiyat Island », une sorte de Disneyland avec un vernis culturel dont nous pouvons deviner qu'il accueillera une clientèle bien particulière.

Où est, dans ces conditions, la démocratisation de la culture et son caractère « universel » derrière lequel les autorités ministérielles nous présentent ce montage ?

Alors oui, il s'agit bien, quoiqu'on en dise, d'une vulgaire opération commerciale qui prend d'ailleurs place dans une négociation globale, à la fois politique, économique et militaire, dans le but à peine voilé, d'obtenir des commandes d'avions de combat.

DES VISEES BASSEMENT MERCANTILES

En ce sens, la CGT-Culture, qui ne saurait être taxée de chauvinisme culturel et qui combat pour l'appropriation par le plus grand nombre, en France et au-delà, du patrimoine culturel, dénonce fermement ces visées bassement mercantiles.

4) D'ailleurs, si le ministre de la Culture poursuivait réellement un but « d'internationalisation » des œuvres d'art qui sont dans nos musées, pourquoi ne créerait-il pas une annexe du Louvre au Caire, en Egypte, pays de plus de 74 millions d'habitants, plutôt qu'à Abou Dahbi, paradis des milliardaires du pétrole, peuplé d'à peine... 619.000 habitants ? Il est vrai que l'Egypte est un pays moins... solvable.

L'ART COMME ALIBI

La preuve est faite que dans cette affaire, l'art sert d'alibi, de prétexte, aux marchands du Temple.

La CGT-Culture affirme en conséquence son opposition à la création de cette « Agence internationale des musées », au projet du « Louvre Abou Dhabi », comme aux éventuels projets similaires, et s'opposera à toutes les mesures de privatisation et des institutions muséales et de précarisation des personnels qui accompagnent nécessairement cette opération.

Décidément non ! les musées ne sont pas à vendre !

Paris, le 30 janvier 2007